

ENQUETE PUBLIQUE
n° E210000122/13

CONCERNANT :
LA MODIFICATION DU PLAN DE
PREVENTION DES RISQUES
INONDATION PAR DEBORDEMENT DE
L'ARC DE LA COMMUNE DE BERRE
L'ETANG

CONCLUSION et AVIS MOTIVE

CONCLUSION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Il a été rendu compte dans le présent dossier (rapport et conclusion) d'enquête publique :

- *du déroulement de l'enquête*
- *de la publicité donnée à l'enquête*
- *de l'exposé du projet*
- *de la composition du dossier soumis à enquête*
- *des observations émises par le public ainsi que de la consultation les POA et des réponses apportées par le Responsable de Projet*
- *des avis et notas du commissaire enquêteur*

Rappel des motifs :

L'Arc est l'un des plus importants cours d'eau du département, tant par l'étendue de son bassin versant (plus de 700 km²) que par sa longueur totale (plus de 80 km) potentiellement concerné par les épisodes météorologiques méditerranéens, qui par ailleurs interagit dans un environnement dans lequel l'anthropisation ne cesse de s'intensifier.

La commune est soumise à un PPRi depuis le 15 Juin 2001, basé sur une étude hydraulique datant de 1990-91.

Dans le cadre de la directive européenne sur la gestion du risque inondation d'octobre 2007, le bassin de l'Arc a été identifié comme l'un des territoires à risque important d'inondation (TRI) de la région méditerranéenne.

Une nouvelle étude du risque inondation réalisée par le bureau d'études SAFEGE en 2016 a conduit à une modélisation de l'Arc et a permis d'établir une cartographie détaillée des zones inondables pour plusieurs occurrences dont la crue dite « moyenne » dans le cadre de la Directive Inondation, qui correspond à l'évènement de référence (période de retour 100 ans ou crue historique documentée si elle lui est supérieure). Ses données ont fait l'objet d'un Porter à Connaissance en date du 25 août 2016.

Afin de parachever la réponse de prévention de façon homogène à l'échelle du bassin versant, l'État a successivement élaboré des PPRi pour les communes d'Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Cabriès et Simiane-Collongue et la révision des PPRi des communes de Berre-l'Etang et de Ventabren.

Cette stratégie permet de garantir la cohérence de la réponse de prévention appliquée au territoire.

Le présent PPRi s'applique sur l'ensemble du territoire de la commune de Berre-l'Etang intégré au bassin versant de l'Arc : il détermine les prescriptions à mettre en œuvre pour réduire les conséquences néfastes des inondations par les crues de l'Arc.

Rappel des caractéristiques des observations :

Les observations et demandes formulées par le public, par les Personnes ou Organismes Associés – POA – peuvent être regroupées en thèmes, toutefois compte tenu leur nombre raisonnable, elles seront toutes analysées ci-dessous, avec reprise du point de vue du Responsable de Projet, la DDTM 13 puis avis du commissaire enquêteur.

Observations sur registre papier :

1 -




changement de zonage

propriétaire d'une parcelle bordée de constructions et classée en zone AU du PLU

Nota : les PPRi sont des servitudes qui s'imposent aux données d'urbanisme des PLU ; ainsi un classement en zone à urbaniser au regard du PLU ne neutralise pas les effets d'une servitude.

Sur le plan de repérage des parcelles communiqué par la DDTM, le repère 1 à considérer est le 1 situé à proximité des repères 2, 3 et 6.

Réponse du responsable du projet :

Il est important de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Dans l'état, ces parcelles non urbanisées ne peuvent être classées en Autre Zone Urbanisée au titre de la carte des enjeux ni même considérées comme une dent creuse. Cette parcelle n'est pas bordée sur ses quatre cotés par des constructions et ne peut être considéré comme une dent creuse. Il est nécessaire de préciser que le but des projets de PPRi, conformément à la politique de prévention des risques d'inondation portée par l'État, est la non implantation de nouveaux enjeux dans les emprises des zones inondables non urbanisées à l'instant de l'élaboration du projet de PPRi. Madame  souligne l'importance d'implanter un EHPAD pour la commune. Il s'avère que l'implantation d'un établissement sensible, comme un EHPAD, n'est pas autorisé dans l'ensemble de la zone inondable du PPRi et ce quel que soit le classement de la parcelle sur la carte des enjeux.

Avis du commissaire enquêteur :

Compte tenu de sa non urbanisation actuelle, il apparaît logique et non contestable qu'au regard de l'aléa, cette parcelle ait été classée en ZPPU ; son urbanisation - au regard des paramètres actuels d'appréciation du risque inondation - aggraverait le risque encouru, notamment avec une destination para-médicale.

2 - Mme [REDACTED] *changement de zonage* *propriétaire d'une parcelle entourée de bâtis – demande qu'elle soit constructible*

Réponse du responsable du projet :

Il est important de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant pas de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Les parcelles concernées sont classées en ZPPU et impactées par de l'aléa inondation. Cela induit un zonage réglementaire rouge

Avis du commissaire enquêteur :

Compte tenu de sa non urbanisation actuelle, il apparaît logique et non contestable qu'au regard de l'aléa, cette parcelle ait été classée en ZPPU ; son urbanisation - au regard des paramètres actuels d'appréciation du risque inondation - aggraverait le risque encouru.

3 - Mme [REDACTED] *changement de zonage* *s'oppose à la classification rouge car propriétaire de parcelles situées en zone urbaine*

Réponse du responsable du projet :

Il est important de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant pas de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Les parcelles concernées sont classées en ZPPU et impactées par de l'aléa inondation. Cela induit un zonage réglementaire rouge. Contrairement aux parcelles voisines, le zonage réglementaire rouge vient du fait du caractère non urbanisé des parcelles de Madame [REDACTED]

Avis du commissaire enquêteur :

Compte tenu de la non urbanisation actuelle de ces parcelles, il apparaît logique et non contestable qu'au regard de l'aléa, elles ait été classées en ZPPU. Leur urbanisation - au regard des paramètres actuels d'appréciation du risque inondation - aggraverait le risque encouru.

- 4 - [REDACTED] *changement de zonage s'oppose à la classification rouge car propriétaire de parcelles situées en zone urbaine*

Nota : Il est repris le nom de Mme [REDACTED] dans la réponse du responsable de projet : il s'agit d'une coquille.

Réponse du responsable du projet :

Il est important de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Les parcelles concernées sont classées en ZPPU et impactées par de l'aléa inondation. Cela induit un zonage réglementaire rouge. Contrairement aux parcelles voisines, le zonage réglementaire rouge vient du fait du caractère non urbanisé des parcelles de Madame [REDACTED]

Avis du commissaire enquêteur :

Compte tenu de la non urbanisation actuelle de ces parcelles, il apparaît logique et non contestable qu'au regard de l'aléa, elles ait été classées en ZPPU. Leur urbanisation - au regard des paramètres actuels d'appréciation du risque inondation - aggraverait le risque encouru.

- 5 - Mme [REDACTED] *changement de zonage refuse la classification en rouge - a obtenu depuis 2020 des autorisations successives pour avoir finalement un PC retiré par le Préfet - les parcelles voisines étant en cours de construction elle demande un réajustement graphique pour sa propriété*


Réponse du responsable du projet :

Les déclarations préalables DP301421F0001 et DP013014F0040 délivrées par la mairie de Berre l'Etang en 2020 sur la parcelle BX46 n'aurait ne pas être délivrées à Madame MEGY. A cette date, la mairie avait connaissance du porter-à-connaissance inondation de l'Arc du 25 août 2016 et de ses annexes ainsi que du projet de PPRi et de son règlement. Cette autorisation d'urbanisme aurait dû faire l'objet d'un avis défavorable au titre de l'article R111-2 du code de l'urbanisme car la commune avait la connaissance du risque d'inondation. Or ces deux autorisations d'urbanisme déposés en 2021 PC01301421F0035 et PC01301421F0036 ont été annulés par la préfecture des Bouches-du-Rhône et ce après avoir été délivré par les services instructeurs de la commune. La parcelle BX est non urbanisée donc classée en ZPPU, du fait de son caractère inondable et figure classée en rouge sur la carte de zonage réglementaire du projet de PPRI. En application des principes de prévention et tout particulièrement du décret du 5 juillet 2019, les zones peu ou pas urbanisées concernées par un aléa inondation doivent faire l'objet d'un principe général d'inconstructibilité.

Avis du commissaire enquêteur :

La légalité des autorisations administratives délivrées n'est pas l'objet de la présente enquête publique, toutefois ce point interpelle : ces autorisations ont bien été effectives et une procédure devant le TA a suspendu ces annulations.

Au regard de la configuration de la parcelle considérée et de sa proximité immédiate avec des parcelles bâties avec lesquelles on peut apprécier qu'elle forme un sous-ensemble spatialement cohérent, de l'appréciation des dossiers de demande de PC faite sous la réglementation du PPRi de juin 2001, une classification en zone constructible pourrait être retenue.

6 -  *changement de zonage refusent la classification en rouge car propriétaires de parcelles à considérer comme des dents creuses d'une zone urbaine*

Réponse du responsable du projet :

L'observation déposée sur le registre papier fait mention de : - la zone 2AUC : terrains du chemin de la Ginesse ; - la zone UD du hameau de Mauran. Ils indiquent que le risque d'inondation peut être contré par des mesures telle que la réalisation d'un vide sanitaire. Il faut rappeler que mêmes si de telles techniques permettent de limiter la vulnérabilité d'un bien en zone inondable et elles ne sont pas compatibles avec la politique de prévention du risque d'inondation portée par l'État qui interdit l'urbanisation des ZPPU impactées par de l'aléa inondation. Il est important de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Dans l'état, ces parcelles non urbanisées ne peuvent être classées en Autre Zone Urbanisée au titre de la carte des enjeux ni même considérées comme une dent creuse. Cette parcelle n'est pas bordée sur ses quatre cotés par des constructions et ne peut être considéré comme une dent creuse. La détermination des enjeux a fait l'objet d'une visite de la zone inondable par la DDTM qui a validé sur le terrain la définition de la carte des enjeux du PPRi.

Avis du commissaire enquêteur :

L'ensemble de ces parcelles est certes entouré par des zones bâties, même si celles-ci sont de caractéristiques inégales, mais il constitue un sous-ensemble dont l'urbanisation – au regard des paramètres actuels d'appréciation du risque inondation - aggraverait le risque encouru.

L'évocation de la mise en œuvre de techniques visant à contre balancer les effets d'une inondation est une approche intéressante qui devrait être retenue dans le cadre d'une prochaine modification du PPRi mais qui ne peut être intégrée à la méthodologie appliquée dans le cadre réglementaire actuel.

7 -



changement de zonage

refuse la classification en rouge – car propriétaire d'une parcelle classée en zone urbaine du PLU et seule parcelle rouge au milieu de parcelles classées en bleu

Réponse du responsable du projet :

Pour votre parfaite information, la parcelle AE153 se situe en zone bleue du PPRi de 2001, c'est à dire en aléa modéré. Il est à noter que contrairement à ce qui est indiqué dans le courrier, aucun travaux n'a été effectué sur les berges de l'Arc et ce genre de travaux n'est pas de nature à modifier l'aléa inondation de l'Arc. Il est important de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant pas de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Concernant la construction des parcelles, le maire de la commune est seul responsable des autorisations d'urbanisme qu'il délivre sur le territoire communal. Depuis le porter-à-connaissance de 2016, la Mairie de la commune de Berre l'Etang peut consulter la DDTM pour avis sur les autorisations d'urbanisme. Elle consulte la DDTM depuis 2020 quand la phase de consultation de la mairie sur le projet de PPRi a commencé.

Avis du commissaire enquêteur :

Le croisement de l'aléa et des enjeux qui est la méthodologie applicable peut conduire au classement de cette parcelle tel qu'il est présenté actuellement, toutefois dans le cadre d'une appréciation plus large, cette parcelle peut être appréhendée comme une parcelle bâtie – puisque qu'apparaissant comme intégrée à un tapis urbanisé réparti de part et d'autre de l'avenue Paul Eluard et supportant un bâti dans sa partie Est.

8 - *Mairie de BERRE*

*changement d'appréciation
des zones ZPPU*

*l'appréciation des zones ZPPU notamment pour les parcelles
situées en frange d'urbanisation obère le développement urbain
de la commune*

Nota : La Mairie de BERRE s'est précédemment exprimée dans le cadre de l'interrogation des PAO ; le courrier déposé dans le registre des observations est plus succinct, un certain nombre de remarques ayant donné lieu à des prises en considération annoncées dans le cadre de la réponse de la DDTM.

Réponse du responsable du projet :

Les enjeux représentent la constitution du territoire à la date d'élaboration du document et sont donc une photographie de l'urbanisation existante. En conséquence cette analyse est différente d'une démarche de planification type zonage PLU. Ils traduisent le mode d'occupation du sol et comprennent :

- les espaces urbanisés au sein desquels on trouve :
- les centres urbains (CU) qui se caractérisent notamment par leur histoire, une occupation du sol de fait importante (continuité et densité du bâti) et une mixité des usages entre logements, commerces et services.
- les autres zones urbanisées (AZU), résidentielles, industrielles, commerciales ou mixtes, qui ne présentent pas les mêmes caractéristiques d'historicité, de densité, de continuité et de mixité du bâti (généralement en bordure de centre urbain, ce sont des zones résidentielles sans commerce où l'on retrouve des séparations entre les habitations et sans mixité des usages).
- Les zones peu ou pas urbanisées (ZPPU) comme les zones naturelles, les terres agricoles, peu bâties, terrains de sport, etc.

On peut y retrouver de l'habitat diffus (mitage) parfois des entreprises ou pas d'habitat du tout.

La définition des enjeux doit correspondre à l'urbanisation existante. En conséquence elle ne tient pas nécessairement compte du parcellaire de la commune. Par définition, un centre urbain ou une AZU ne doit pas contenir de zone non urbanisée. A titre d'illustration, la DDTM soulève l'exemple des zones AU qui apparaissent comme des zones urbaines au sens de la planification mais peuvent être lorsqu'elles sont non construites classées comme des ZPPU par la carte des enjeux du PPRI.

Pour votre complète information, la politique nationale de prévention du risque d'inondation et plus précisément le décret du 5 juillet 2019 ne prévoit pas de dispositions particulières concernant les plaines inondables et ce même si la topographie est très plane et proche de l'exutoire du cours d'eau.

Avis du commissaire enquêteur : lors de nos échanges la commune a porté à notre connaissance que la gestion des franges d'urbanisation était – dans le VAR – traitée par une « zone tampon » ; cette pratique semble intéressante pour ces zones aux caractéristiques mixtes.

9 -




*changement d'appréciation
des zones ZPPU*

*la méthodologie utilisée bloque l'urbanisation future
la concertation avec la commune aurait dû être meilleure – les
classements en CU AZU et ZPPU ne sont pas corrects – il
conviendrait de nuancer*

Nota : il convient de lire ci-dessous le PPRi de 2001 et non pas 2011.

Réponse du responsable du projet :

Concernant la définition de l'aléa : Tout d'abord, le PPRi de 2011 ne prends pas en compte l'occupation du sol dans la définition du zonage réglementaire. Ce n'est que plus tard que la loi sur le risque inondation a intégré le caractère urbanisé ou non des zones inondables dans son classement réglementaire. Le décret du 5 juillet 2019 vient conforter l'élaboration de PPRi dans la prise en compte de l'intensité de l'aléa et des enjeux sur le territoire de la commune pour établir le zonage réglementaire du projet de PPRi. Le décret du 5 juillet 2019 redéfinit également la grille d'aléa inondation à utiliser au niveau national. Il est nécessaire de préciser que les données de hauteurs d'eau et de vitesse d'écoulement du porter-à-connaissance du 25 aout 2016 ont servi de base à l'élaboration de la carte d'aléas du projet de PPRi et qu'il n'y a pas eu, comme avancé par la famille  de fluctuation dans l'aléa au fil des ans. Concernant la définition des enjeux : Il est important de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Dans l'état, cette parcelle non urbanisée ne peut être classée en centre urbain ou Autre Zone Urbanisée au titre de la carte des enjeux. Cette parcelle n'est pas bordée sur ses quatre cotés par des constructions et ne peut être considéré comme une dent creuse. La concertation avec la commune a fait l'objet de 7 réunions tenues en mairie de Berre l'Etang et d'un échange soutenu de courrier pendant cette période. En application des principes de prévention et tout particulièrement du décret du 5 juillet 2019, les zones peu ou pas urbanisées concernées par un aléa inondation doivent faire l'objet d'un principe général d'inconstructibilité.

Avis du commissaire enquêteur :

Les précisions sur la méthodologie n'ont pas besoin de compléments.

La parcelle considérée ne présente pas les caractéristiques d'une dent creuse. De surcroit par sa configuration et son environnement elle appartient manifestement à un sous-ensemble non urbanisé.

10 -



changement de zonage

refuse la classification en rouge car propriétaire d'une parcelle bâtie de surcroît entourée de zones classées en bleu

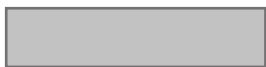
Réponse du responsable du projet :

Il est important de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Dans l'état, cette parcelle non urbanisée ne peut être classée en centre urbain ou Autre Zone Urbanisée au titre de la carte des enjeux. Cette parcelle n'est pas bordée sur ses quatre cotés par des constructions et ne peut être considéré comme une dent creuse.

Avis du commissaire enquêteur :

Le croisement de l'aléa et des enjeux qui est la méthodologie applicable peut conduire au classement de cette parcelle tel qu'il est présenté actuellement, toutefois dans le cadre d'une appréciation plus large, cette parcelle peut être appréhendée comme une parcelle bâtie – puisque qu'apparaissant comme intégrée à un tapis urbanisé réparti de part et d'autre de l'avenue Paul Eluard. Et plus précisément au Sud et au Nord de cette parcelle. Son classement devrait ainsi être identique à celui de ces deux voisines Nord et Sud.

11 -



changement de zonage

demande une correction de rouge en bleu car propriétaire d'une parcelle disposant d'un PC valide

Nota : Les pièces déposées en annexe de l'observation contiennent un arrêté de PC mais il manque la page 2/4 de ce document et il n'est pas fourni d'attestation de non retrait de ce PC.

Réponse du responsable du projet :


La déclaration préalable DP301421F0004 délivrée par la mairie de Berre l'Etang le 25 septembre 2020 sur la parcelle AK565 n'aurait dû ne pas être délivrée à Madame [redacted]. A cette date, la mairie avait connaissance du porter-à-connaissance inondation de l'Arc du 25 août 2016 et de ses annexes ainsi que du projet de PPRi et de son règlement. Cette autorisation d'urbanisme aurait dû faire l'objet d'un avis défavorable au titre de l'article R111-2 du code de l'urbanisme car la commune avait la connaissance du risque d'inondation. Il est également nécessaire de préciser que la commune de Berre l'Etang a sollicité l'avis de la DDTM13 sur le PC01301421F004 au nom de Madame [redacted] au mois d'avril 2021, ce à quoi le pôle risque naturel de la DDTM13 a formulé un avis défavorable sur cette autorisation d'urbanisme. La parcelle AK565 est non urbanisée donc classé en ZPPU, du fait de son caractère inondable et figure classée en rouge sur la

carte de zonage réglementaire du projet de PPRI. En application des principes de prévention et tout particulièrement du décret du 5 juillet 2019, les zones peu ou pas urbanisées concernées par un aléa inondation doivent faire l'objet d'un principe général d'inconstructibilité.

Avis du commissaire enquêteur :

La légalité des autorisations administratives délivrées n'est pas l'objet de la présente enquête publique, toutefois ce point interpelle : ces autorisations ont bien été effectives.



Au regard de la configuration de la parcelle considérée et de sa proximité immédiate avec des parcelles bâties à l'Est et au Sud avec lesquelles on peut apprécier qu'elle forme un sous-ensemble spatialement cohérent, de l'appréciation des dossiers de demande de PC faite sous la réglementation du PPRI de juin 2001, une classification en zone constructible pourrait être retenue.

12 -  *changement de zonage demande un classement en bleu de ses parcelles car elles sont situées à proximité du centre-ville dans une zone très urbanisée*

Nota :

Le paragraphe ci-dessous reproduit la réponse apportée à l'observation précédente – Il s'agit d'une coquille.


Réponse du responsable du projet :

La déclaration préalable DP301421F0004 délivrée par la mairie de Berre l'Etang le 25 septembre 2020 sur la parcelle AK565 n'aurait du ne pas être délivrée à Madame  A cette date, la mairie avait connaissance du porter-à-connaissance inondation de l'Arc du 25 août 2016 et de ses annexes ainsi que du projet de PPRI et de son règlement. Cette autorisation d'urbanisme aurait dû faire l'objet d'un avis défavorable au titre de l'article R111-2 du code de l'urbanisme car la commune avait la connaissance du risque d'inondation. Il est également nécessaire de préciser que la commune de Berre l'Etang a sollicité l'avis de la DDTM13 sur le PC01301421F004 au nom de Madame  au mois d'avril 2021, ce à quoi le pôle risque naturel de la DDTM13 a formulé un avis défavorable sur cette autorisation d'urbanisme. La parcelle AK565 est non urbanisée donc classée en ZPPU, du fait de son caractère inondable et figure classée en rouge sur la carte de zonage réglementaire du projet de PPRI. En application des principes de prévention et tout particulièrement du décret du 5 juillet 2019, les zones peu ou pas urbanisées concernées par un aléa inondation doivent faire l'objet d'un principe général d'inconstructibilité.

Avis du commissaire enquêteur :

La parcelle considérée est en fait à la frontière entre une zone urbanisée et une zone non urbanisée, dont elle est séparée tant pour l'une que pour l'autre par de la voirie. Par ailleurs son ratio bâti/surface de support foncier est faible.

Par sa configuration et son environnement elle appartient manifestement à un sous-ensemble non urbanisé et son classement est adapté et en adéquation avec la méthodologie mise en œuvre.

- 13 -  *changement de zonage* *à déposer un avis d'experts argumentant que la parcelle AH 70 est en zone urbaine et que ses caractéristiques physiques la rendent non submersible; ce qui nécessite un classement permettant la constructibilité de cette parcelle et refuse la classification en rouge - car propriétaire d'une parcelle classée en zone urbaine du PLU et seule parcelle rouge au milieu de parcelles classées en bleu*

Réponse du responsable du projet :

Concernant le LIDAR : La modélisation hydraulique de l'Arc a été réalisée sur un modèle 2D. Ce modèle bidimensionnel repose sur une topographie de type LIDAR avec la transformation du Modèle Numérique de Terrain (MNT) en maillage. Le LIDAR utilisé, a été commandé par la DDTM13 pour répondre au besoin de la modélisation hydraulique en 2014, et possède une précision d'un point topographique altimétrique au m². Il est utilisé de préciser que les modélisations hydrauliques qui servent à la détermination des aléas inondation ne prennent pas en compte les murs ainsi que les ouvrages hydrauliques tel que les canaux d'irrigation ou les roubines. En effet, ces ouvrages ne sont pas résistants à une crue de référence et sont largement submergés par une crue d'une telle ampleur. C'est pourquoi ce mur n'a pas été pris en compte et ne peut être considéré comme un ouvrage capable d'arrêter l'expansion de la crue. Il est important de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Dans l'état, cette parcelle non urbanisée ne peut être classée en centre urbain ou Autre Zone Urbanisée au titre de la carte des enjeux. Cette parcelle n'est pas bordée sur ses quatre côtés par des constructions et ne peut être considéré comme une dent creuse.

Avis du commissaire enquêteur :

Il ne sera pas apporté de complément au sujet du LIDAR.

La parcelle n'est manifestement pas actuellement urbanisée mais située dans un environnement immédiat qu'il l'est.

Le croisement de l'aléa et des enjeux qui est la méthodologie applicable peut conduire au classement de cette parcelle tel qu'il est présenté actuellement, toutefois dans le cadre d'une appréciation plus large, cette parcelle peut être appréhendée comme une parcelle apparaissant comme intégrée à un tapis urbanisé s'étalant du Nord au Sud et de part et d'autre de l'avenue Paul Eluard.

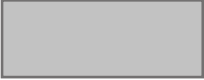
Si elle devait être ainsi classée, il conviendrait d'appréhender pareillement les parcelles voisines au Nord, à savoir les parcelles AH 5 AH 10 et AH 11.

Observations sur registre dématérialisé :
--

1 -	SAS LCS	changement de zonage	demande un réexamen du classement en rouge de la zone 2 AUC du PLU du secteur avenue Sylvanes/chemin de la Gineste (parcelles Consorts MAHDID et Mme ELAIDI) qui doit permettre de répondre aux besoins de développement urbain de la commune
------------	----------------	-----------------------------	--

Réponse du responsable du projet : Voir les observations 1 et 13

Avis du commissaire enquêteur : Idem ces parcelles et les demandes qui s'y rapportent ont été traités ci-dessus.

2 -		demande de finalisation de projet	propriétaire d'une parcelle classée en zone violette souhaite faire un détachement de parcelle
------------	--	--	---

Réponse du responsable du projet :

Le projet de PPRi n'interdit pas les divisions parcelles. De plus, la zone violette est impactée par un principe général de constructibilité sous prescriptions. Par exemple, les premiers planchers des habitations doivent être calés à minima à 0,20m au dessus du point le plus haut du terrain naturel.

Avis du commissaire enquêteur :

L'objet de la présente enquête publique est de recueillir les observations des administrés et personnes publiques concernées par le projet, pas de valider un projet en fournissant une autorisation administrative ; dans le cas présent une demande de détachement de parcelle est à traiter avec le service municipal compétent.

Observations par courrier postal :

1 -	SCP TERTIAN Pour [REDACTED] [REDACTED]	demande de rendu d'un avis défavorable par le Commissaire enquêteur	argumente un antagonisme entre le classement UD au regard du PLU et l'appréciation du risque d'inondation rendant la parcelle appartenant à Mr et Mme VIAL inconstructible
-----	--	---	--

Nota :

L'objet de la présente enquête publique est de recueillir les observations des administrés et personnes publiques concernées par le projet, pas d'accéder à une requête.

Réponse du responsable du projet :

Le Cabinet d'avocat réfute l'emprise de la zone inondable sur les parcelles de ses clients. Il indique que le porté-à-connaissance de l'Arc du 25 aout 2016 est erroné mais n'apporte aucun élément justificatif mis à part que les parcelles se situent en amont de la voirie. La zone inondable, définie par l'étude SAFEGE prend en compte la topographie des lieux et modélise les écoulements provoqués par une crue de référence de l'Arc, à bien au-delà de la voirie. Il est important de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Les photographies fournies présentent des parcelles de taille conséquente avec très peu de bâtis. Il est normal que l'emprise de la zone inondable du PPRi approuvé le 15 juin 2001 diffère de l'emprise de la zone inondable du projet de révision du PPRi en cours d'élaboration. En effet depuis 2001, les techniques de modélisation des écoulements d'une crue de référence ont évoluées et sont plus précises. L'étude SAFEGE présente dans le porter-à-connaissance de 2016 avait pour but d'actualiser et d'homogénéiser la connaissance des zones inondables sur la totalité du cours d'eau de l'Arc.

Avis du commissaire enquêteur :

La parcelle n'est actuellement que très faiblement urbanisée mais située dans un environnement immédiat qu'il l'est majoritairement.

Le croisement de l'aléa et des enjeux qui est la méthodologie applicable peut conduire au classement de cette parcelle tel qu'il est présenté actuellement, toutefois dans le cadre d'une appréciation plus large, cette parcelle peut être appréhendée comme une parcelle apparaissant comme intégrée à un tapis urbanisé dont elle constituerait l'extrémité.

2 -	SCP TERTIAN Pour SCI GEFFROY	demande de rendu d'un avis défavorable par le Commissaire enquêteur	argumente un antagonisme entre le classement UD au regard du PLU et l'appréciation du risque d'inondation rendant les parcelles appartenant à la SCI GEOFFROY inconstructibles
------------	---	--	---

Nota :

L'objet de la présente enquête publique est de recueillir les observations des administrés et personnes publiques concernées par le projet, pas d'accéder à une requête.

Réponse du responsable du projet :

Le Cabinet d'avocat réfute l'emprise de la zone inondable sur les parcelles de ses clients. Il indique que le porté-à-connaissance de l'Arc du 25 aout 2016 est erroné mais n'apporte aucun élément justificatif mis à part que les parcelles se situent en amont de la voirie. La zone inondable, définit par l'étude SAFEGE prend en compte la topographie des lieux et modélise les écoulements provoqués par une crue de référence de l'Arc, a bien au-delà de la voirie. Il est important de préciser de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte. Les zones U du PLU ne présentant de bâtiments existants ne peuvent être classées en AZU. Les photographies fournies présentent des parcelles de taille conséquente avec très peu de bâtis. Il est normal que l'emprise de la zone inondable du PPRi approuvé le 15 juin 2001 diffère de l'emprise de la zone inondable du projet de révision du PPRi en cours d'élaboration. En effet depuis 2001, les techniques de modélisation des écoulements d'une crue de référence ont évoluées et sont plus précises. L'étude SAFEGE présente dans le porter-à-connaissance de 2016 avait pour but d'actualiser et d'homogénéiser la connaissance des zones inondables sur la totalité du cours d'eau de l'Arc

Avis du commissaire enquêteur :

La parcelle n'est actuellement pas urbanisée mais située dans un environnement immédiat qu'il l'est majoritairement.

Le croisement de l'aléa et des enjeux qui est la méthodologie applicable peut conduire au classement de cette parcelle tel qu'il est présenté actuellement, toutefois dans le cadre d'une appréciation plus large, cette parcelle peut être appréhendée comme une parcelle apparaissant comme intégrée à un tapis urbanisé dont elle constituerait l'extrémité.

Observations des PAO :

1 – MAIRIE DE BERRE L'ETANG :

Catégorie : information d'erreur à corriger :

Carte d'aléa : Libellé couche jaune : le libellé de cette couche est incomplet dans la légende des cartes d'aléas « Modéré – hauteur extrêmement faible »

Erreurs sur la couche bleu clair de la carte de zonage ! La couche bleu clair n'apparaît que partiellement dans les cartes de zonage. De nombreux secteurs (zone urbaines, hameau de Mauran, Hameau de Saint-Estève, Hameau de la Suzanne) sortent en partie des zones inondables alors qu'ils apparaissaient dans les cartes de zonage présentées lors de la concertation publique.

Carte des enjeux : il avait été convenu que la carte des enjeux mise à la disposition du public ne devait porter que sur les enjeux situés dans l'aléa de référence et non sur toute la commune afin d'éviter toute confusion pour les administrés.

Carte des enjeux : Le fond cartographique utilisé SCAN25 est trop obsolète et ne reflète pas la situation actuelle de la commune. Certains nouveaux bâtis n'apparaissent pas et à contrario, d'autres n'existent plus.

Règlement :

Lexique : il semble pertinent d'ajouter la définition du changement de destination, comme cela a été fait pour le changement d'affectation, dans la mesure où ce terme revient régulièrement dans le règlement.

Page 19 : il est indiqué que « les règles définies par le présent règlement (chapitre 3 et 4) peuvent faire référence ». Or, il n'y a pas de chapitres dans le règlement mais des articles ou des titres.

Page 23 : règles applicables aux projets.

Pourquoi l'énumération au second cadre débute à d) et non à a) ?

Zone bleu foncé : le bas de page renvoyant à la zone bleu foncé est absent.

Page 37 : erreur dans le renvoi à l'article (g) au lieu de l'article (i).

Zone Orange CU : En dépit des multiples remarques faites sur le sujet, le règlement du PPRi fait toujours mention de la zone orange CU. Or, il n'y a aucune zone orange CU dans la carte de zonage du PPRi.

Zone orange AZU : Dans les zones d'aléa modéré uniquement l'extension (sans limite d'emprise) des constructions nécessaires aux exploitations agricoles ou forestières »

Il n'y a pas d'aléa modéré en zone orange AZU.

Rapport de présentation :

Page 10 : les Voltes, Vieille Malferrade, le quartier de l'Autin, les Jardins de Cabrienne

Page 23 : la commune dispose d'un PLU approuvé le 23 mars 2017 ou la commune dispose d'un PPRi approuvé le 15 juin 2001.

Réponse du responsable du projet :

Les modifications seront apportées en lieu et places adaptés

Avis du commissaire enquêteur :

La réponse du responsable de projet est adaptée aux remarques présentées. Il est important que les modifications annoncées soient effectives.

Catégorie nécessitant une réponse unitaire :

Contestation de la définition des zones ZPPU :

La commune de Berre l'Etang conteste la délimitation des zones peu ou pas urbanisées retenue par les services de l'État et le zonage réglementaire qui en découle.

Le caractère urbanisé ou non urbanisé doit être apprécié, cela est rappelé dans le plan d'aménagement et de gestion durable du SAGE de l'Arc approuvé en 2014, au regard de la réalité physique constatée.

La délimitation figurant au projet de PPRi a été effectuée avec une approche maximaliste, à l'effet d'inclure en ZPPU le moindre espace non bâti, même de petite taille ou constituant le jardin d'un bâti lui-même enserré dans l'urbanisation.

Ce sujet a fait l'objet de nombreuses remarques et contre-propositions de la part des services municipaux.

De nombreuses zones urbaines et d'urbanisation futures avaient été délimitées par le PLU approuvé en 2017, dans le respect de la compatibilité avec le SAGE de l'Arc, avec l'accord de l'État, dans des secteurs d'aléa faible à modéré, alors que la règle prévoyant de rendre inconstructible les secteurs non urbanisés exposés à un aléa était déjà en vigueur. Cette validation, intervenue il y a à peine 4 ans, n'a pas à être remise en cause, à législation constante.

Enfin la commune s'interroge sur la légitimité réglementaire de la notion de ZPPU qui ne figure ni dans le décret du 5 juillet 2019 ni dans l'article R.562-11-6 du Code de l'Environnement qui fait seulement état de restriction à l'urbanisation en zone non urbanisées et en centre urbain, sans faire mention de zones peu urbanisées devant être fermées à l'urbanisation lorsqu'elles sont concernées par une aléa inondable faible ou modéré. Le rapport de présentation vise une annexe devant préciser la méthode de qualification de ces ZPPU manquante dans le dossier transmis.

Ces incohérences et demandes de reclassement sont listées dans la pièce jointe à cet avis

Réponse du responsable du projet :

Il est nécessaire de préciser que l'obligation de mise en compatibilité du PLU de la commune de Berre l'Etang avec le Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux (SAGE) approuvé en 2014 par le SABA qui, dans sa disposition D5, interdit déjà l'implantation de nouveaux enjeux dans les zones peu ou pas urbanisées impactées par de l'aléa inondation sur la totalité du bassin versant de l'Arc.

Le SAGE englobe l'intégralité du bassin versant de l'Arc. Le SAGE définit également 6 ZEC (Zones stratégiques d'Expansion de Crues) sur l'Arc qui doivent être protégées de toute urbanisation afin de préserver la capacité d'amortissement des crues. Conformément aux principes du SAGE, dans l'enveloppe de la zone inondable compris dans la Zone d'Expansion de Crues, identifiée dans le SAGE, la réglementation interdira toute nouvelle construction y compris pour le bâti agricole.

Conformément aux directives et règlement nationaux encadrant l'élaboration des PPRI, la définition des enjeux a été réalisée sur la commune de Berre l'Etang. Cette carte des enjeux a fait l'objet d'une association avec les collectivités locales lors de l'élaboration du PPRI.

Les enjeux représentent la constitution du territoire à la date d'élaboration du document et sont donc une photographie de l'urbanisation existante. En conséquence cette analyse est différente d'une démarche de planification type zonage PLU.

Cette analyse traduit le mode d'occupation du sol qui comprends :

- les espaces urbanisés au sein desquels on trouve :
- les centres urbains (CU) qui se caractérisent notamment par leur histoire, une occupation du sol de fait importante (continuité et densité du bâti) et une mixité des usages entre logements, commerces et services.
- les autres zones urbanisées (AZU), résidentielles, industrielles, commerciales ou mixtes, qui ne présentent pas les mêmes caractéristiques d'historicité, de densité, de continuité et de mixité du bâti (généralement en bordure de centre urbain, ce sont des zones résidentielles sans commerce où l'on retrouve des séparations entre les habitations et sans mixité des usages).
- Les zones peu ou pas urbanisées (ZPPU) comme les zones naturelles, les terres agricoles, peu bâties, terrains de sport, etc. On peut y retrouver de l'habitat diffus (mitage) parfois des entreprises ou pas d'habitat du tout.

La définition des enjeux doit correspondre à l'urbanisation existante. En conséquence, elle ne tient pas nécessairement compte du parcellaire de la commune.

Par définition, un centre urbain ou une AZU ne doit pas contenir de zone non urbanisée. A titre d'illustration, la DDTM soulève l'exemple des zones AU qui apparaissent comme des zones urbaines au sens de la planification mais peuvent être lorsqu'elles sont non construites classées comme des ZPPU par la carte des enjeux du PPRI.

Concernant l'annexe pointée par le rapport de présentation : il s'agit d'une erreur qui sera corrigée. Cette annexe était disponible sur d'autres PPRI du département et notamment celui de la commune de Marseille où ce n'est pas la DDTM qui a défini les enjeux. La carte des enjeux, a été définie par l'AGAM qui avait proposé une annexe précisant la méthode de qualification des enjeux.

Ce n'est pas le cas sur la commune de Berre l'Etang où les enjeux ont été définis par la DDTM 13.

Avis du commissaire enquêteur :

Les points de divergence évoqués sont une fois encore les mêmes ; l'équipe municipale vise un développement urbanistique, même si ce n'est que dans une certaine mesure, l'état impose des restrictions par souci préventif.

Une règle stipulée légale a été retenue et est appliquée, il appartiendra – en cas de besoin – au Tribunal Administratif de trancher.

Zone d'expansion des crues :

Lors de la concertation publique, la ZEC a été ajoutée avec surprise à la liste des zones rouges. Ce point n'avait nullement été évoqué lors des nombreuses réunions techniques entre la DDTM13 et la commune. Certains secteurs classés comme non inondables dans la carte d'aléa, se retrouvaient en zone rouge de la carte de zonage car situés en ZEC.

Réponse du responsable du projet :

Le Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux (SAGE) est un document institué par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et modifié par la loi du 30 décembre 2006. Il doit être compatible avec le Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du grand bassin hydrographique Rhône-Méditerranée. Il a été réalisé par le SABA et approuvé le 8 avril 2014. Le SAGE englobe l'intégralité du bassin versant de l'Arc.

Il fixe des objectifs de gestion durable des milieux aquatiques, de gestion des inondations et la ressource en eau, de lutte contre les pollutions et de préservation des milieux naturels.

Le PPRi doit être conforme au règlement du SAGE et au PAGD (Plan d'Aménagement de Gestion Durable) dont l'objectif est d'éviter l'urbanisation en zone inondable.

Le SAGE définit également 6 ZEC (Zones stratégiques d'Expansion de Crues) sur l'Arc qui doivent être protégées de toute urbanisation afin de préserver la capacité d'amortissement des crues.

Conformément aux principes du SAGE, dans l'enveloppe de la zone inondable compris dans la Zone d'Expansion de Crues, identifiée dans le SAGE, la réglementation interdit toute nouvelle construction y compris pour le bâti agricole.

Zone d'expansion des crues :

Demande de précisions sur le calage précis de la couche de la ZEC :

Il semblerait que la couche cartographique relative à la ZEC, ne corresponde pas à celle du PAGD du SAGE de l'Arc. En effet, cette ZEC est censée avoir pour limite sud la RD21F. Or sur la carte d'aléa du PPRi cette ZEC englobe une partie des parcelles situées au-delà de la RD21F, ce qui a pour conséquence de zoner ces secteurs en rouge.

Réponse du responsable du projet : La couche SIG des Zones d'Expansions des Crues a été fourni par le SAGE de l'Arc et ne comporte pas d'erreurs.

Avis du commissaire enquêteur :

Il appartient – en cas de besoin – au Tribunal Administratif de trancher la bonne application des documents règlementaires entre eux.

Carte des enjeux :

Sur la plupart des cartes, les enjeux ponctuels ne sont pas entièrement représentés dans la légende (planches 13, 21, 24, 25). Ces mêmes enjeux ponctuels ne sont pas représentés de manière exhaustive. En effet, certains établissements scolaires, administratifs ou sportifs ne sont pas identifiés. A quoi correspondent les enjeux ponctuels divers ?

A partir de quelle source de données la DDTM13 s'est-elle basée ? Cette liste ne semble pas exhaustive.

Réponse du responsable du projet :

La commune a fourni à la DDTM une couche SIG des enjeux berrois par courrier électronique le 14 novembre 2017.

Avis du commissaire enquêteur :

La réponse éteint tout débat, sauf à corriger des erreurs manifestes. Les échanges datant de 2017 ne sont pas accessibles dans le cadre de ce dossier.

Carte des enjeux :

La DDTM13 avait avancé le principe de la densité de bâti à la parcelle comme l'un des critères permettant de classer certains secteurs en AZU ou ZPPU.

Or, à la lecture de la carte des enjeux, cette règle semble assez arbitraire suivant les secteurs et fait apparaître encore certaines incohérences en dépit de corrections apportées par la DDTM13 suite aux remarques de la commune de Berre l'Etang.

L'analyse secteur par secteur fait apparaître des incohérences sur les secteurs Saint Giniez et du Hameau de Saint-Estève déjà transmise par la commune.

Réponse du responsable du projet : Voir la réponse de la première réserve de la commune concernant la définition des enjeux

Avis du commissaire enquêteur :

Ce principe a besoin d'être clairement mis en œuvre de manière constante, faute de quoi la règle se voit remise en question.

Règlement :

Lexique : définition de l'abri ouvert.

Est ce que couverte = toiture ? Dans ce cas qu'est-ce qu'un abri ouvert ? Pouvez-vous illustrer d'exemple pour compléter cette définition

Réponse du responsable du projet :

La définition du lexique indique pour les abris ouverts : structure, couverte ou non, ayant au moins une façade ouverte et ne soustrayant de fait aucun volume à la zone inondable.

Avis du commissaire enquêteur : La réponse est claire.

Règlement :

Sur quelle définition se base la DDTM pour estimer qu'une extension d'un bâtiment d'activité peut se faire en discontinuité du bâti existant ?

En effet, selon la fiche technique 13 du ministère de la cohésion sociale – décret 2015-1783 du 28/12/2015 sur la modernisation des PLU – la définition retenue d'une extension est la suivante : « l'extension consiste en un agrandissement de la construction existante présentant des dimensions inférieures à celle-ci. L'extension peut être horizontale ou verticale (par surélévation, excavation ou agrandissement), et doit présenter un lien physique et fonctionnel avec la construction existante.

Réponse du responsable du projet :

Dans le cadre du PPRi, l'attention est portée sur le volume d'eau soustrait à la crue par l'emprise au sol de l'extension. Que l'extension soit en continuité ou non, ce qui importe c'est l'emprise au sol de celle-ci. Cela permet une certaine largesse d'appréciation.

Avis du commissaire enquêteur : La réponse est claire.

Règlement :

Il y a une incohérence entre la grille de croisement vitesse d'écoulement / hauteur mentionnée dans le règlement en page 18 et celle du rapport de présentation en page 31.

Réponse du responsable du projet : Les grilles de croisement hauteurs d'eau / vitesse d'écoulement seront harmonisées entre les différents documents du projet de PPRi.

Avis du commissaire enquêteur : La réponse est claire, il sera important que la correction soit effective.

Règlement :

Page 29 : création et modification de clôtures.

Les ouvertures régulières doivent assurer une transparence hydraulique. Comment répondre aux administrés qui vont interroger la commune ? La définition de transparence hydraulique présente au sein du lexique précise qu'il convient de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. L'État ne fixe pas de définition précise et laisse dans ce cas le soin aux instructeurs de juger de cette transparence, sans en avoir les compétences.

Réponse du responsable du projet :

Le règlement du PPRi présente l'exemple suivant : A titre d'exemple, sont autorisés la création de murs bahuts inférieurs à 20 cm de haut, munis d'ouvertures régulières laissant passer les écoulements et surmontés d'un grillage à larges mailles 150 × 150, ou de grilles espacées d'au minimum 15 cm.

Le règlement du PPRi n'est pas exhaustif sur la transparence hydraulique. Les méthodes de construction innovantes obligent à ne pas figer dans le temps ces critères de transparence hydraulique et cela laisse une marge de manoeuvre aux services instructeurs de la mairie pour évaluer celle-ci de manière appropriée en rapport aux projets proposés lors des demandes d'autorisations d'urbanisme.

Avis du commissaire enquêteur : Pour une fois qu'une marge d'appréciation et d'évolution existe, il est intéressant d'en profiter.

Règlement :

Page 30 : création de piscines. Au lieu de demander un local technique enterré ne faudrait-il pas imposer des mesures de mitigations ?

Réponse du responsable du projet : La prescription liée au local technique des piscines permet de limiter l'occupation du sol et les obstacles à l'écoulement des eaux.

Avis du commissaire enquêteur : La réponse est claire.

2 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DES BOUCHES DU RHONE

Aléa hydrogéomorphologique :

L'autre point qui a attiré notre attention est la retranscription que fait le PPRi dans son règlement, des conséquences des zones d'expansions de crues. En effet le Sage de l'Arc approuvé en 2014, dans sa disposition D14 intitulée « Préserver les zones stratégiques d'expansion de crue », se fixe comme objectif, pour préserver ces zones de l'urbanisation et leur fonctionnalité, de maintenir la vocation agricoles ou naturelle » de ces zones en invitant les documents d'urbanisme à adopter des zonages le permettant, et cite notamment le classement en zone agricole comme moyen d'y parvenir. Le SAGE ne mentionne pas l'interdiction des constructions nécessaires à l'agriculture au sein de ces zones. Nous souhaitons donc que ce point soit revu afin de ne pas conduire à une sanctuarisation de ces espaces.

Réponse du responsable du projet :

Le fait d'interdire la constructibilité dans les ZEC n'enlève pas la vocation agricole ou naturelles de ces espaces. Les activités agricoles sont autorisées dans les ZEC. Le SAGE interdit les remblais en zone inondable ce qui conforte le choix pour le PPRi d'interdire les bâtiments.

Avis du commissaire enquêteur : La réponse du responsable de projet est complète et en adéquation avec la logique de la méthodologie.

3 – SYNDICAT D'AMENAGEMENT DU BASSIN VERSANT DE L'ARC

Lit majeur hydrogéomorphologique :

Si le SAGE et le PPRi vont dans le même sens et sont compatibles, le PPRi ne reprend pas l'intégralité des attentes de la disposition D5. Le SAGE va plus loin et affirme de prendre comme référence le lit majeur hydrogéomorphologique.

Réponse du responsable du projet :

Le PPRi ne prend pas en compte le lit majeur hydrogéomorphologique. L'aléa résiduel correspond à l'emprise d'une crue exceptionnelle dont le débit est le double de celui de la crue de référence. Le PPRi n'enlève rien au SAGE qui conserve son périmètre d'application.

Le PPRi répond à des principes nationaux de prévention visant la crue de référence et la crue exceptionnelle.

Avis du commissaire enquêteur : La réponse du responsable de projet est complète et en adéquation avec la logique de la méthodologie.

Remblais sous les constructions autorisées :

« Afin d'éviter toute aggravation du risque liée à ce phénomène, le SAGE fixe l'objectif de préserver les zones inondables des cours d'eau du bassin versant de tout remblaiement ».

Cette disposition a été rédigée dans l'objectif de ne pas aggraver le risque inondation avec l'implantation de constructions, installations, en zone inondable.

Le SAGE préconise d'interdire les remblais sur l'ensemble de la zone inondable. Le projet de règlement de PPRi interdit ces remblais sur l'ensemble de ces zones, à l'exception que ceux-ci sont autorisés sous construction. Une des attentes du SAGE est d'interdire ces remblais y compris sous les constructions pour favoriser la transparence hydraulique et éviter la colonisation de la zone inondable.

Réponse du responsable du projet :

En zone bleue d'aléa fort, la transparence est demandé pour les bâtiments d'une superficie supérieure à 400 m².

Le PPRi ne retire rien à ce que dit le SAGE. Par ailleurs le PPRi réglemente le risque et non la police de l'eau qui reste une réponse complémentaire au PPRi.

Avis du commissaire enquêteur : La réponse du responsable de projet est complète et en adéquation avec la logique de la méthodologie.

4 – CONSEIL DEPARTEMENTAL DES BOUCHES DU RHONE

Reconstruction des biens détruits par l'effet d'une crue :

Le règlement du PPRi interdit la reconstruction des biens détruits par l'effet d'une crue. Cette règle est susceptible d'être bloquante pour les infrastructures de transport dans le cas où le gestionnaire de voies serait contraint d'effectuer des réparations provisoires de chaussées et la remise en état des ouvrages en cas de destruction ou dégradation suite à une crue.

Ainsi, le département, au regard de sa compétence voirie, sollicite l'autorisation explicite dans le règlement du PPRi de pouvoir réaliser tous les travaux d'entretien et de réparation utiles pour remettre les voies en état à l'identique de l'existant, quelque soit le zonage du PPRi.

Réponse du responsable du projet : Les infrastructures de transport ne sont pas concernées par cette règle.

Avis du commissaire enquêteur : La réponse du responsable de projet est claire et ne nécessite pas de complément de point de vue.

Règlement :

La règle particulière sur les infrastructures de transport (comprenant les installations, les équipements et les constructions nécessaires au fonctionnement, exploitation et entretien des infrastructures publiques de transport prescrit : « les premiers planchers aménagés des constructions doivent être implantés au-dessus de la PHE +0,20 m. Or les dispositifs de signalisation routière (mats de signalisation, signalisation de police et directionnelle, etc.) répondent à des règles d'implantation et de hauteur normalisées. Ainsi, ils ne constituent pas réellement d'obstacle à l'écoulement des eaux en cas de crue. C'est pourquoi, il faut s'assurer que les dispositifs de signalisation routière soient clairement autorisés dans le règlement du PPRi du fait des règles spécifiques concernant leurs implantations et hauteurs normalisées.

Réponse du responsable du projet :

Les dispositifs de signalisations routières ne sont pas concernés par le calage des planchers au-dessus de la PHE du fait qu'ils ne sont pas considérés comme des constructions (habitations, locaux, activités, etc.).

Avis du commissaire enquêteur : La réponse du responsable de projet est claire et ne nécessite pas de complément de point de vue.

Plan d'alerte et d'intervention :

L'article du chapitre 5 du règlement du PPRi prescrit aux maîtres d'ouvrage des infrastructures routières publiques «d'établir sous 3 ans un plan d'alerte et d'intervention en liaison avec SDIS et les autres services compétents de l'État, visant la mise en sécurité des usagers des voies publiques ».

Sans remettre en cause la mise en place du PPRi, le département considère qu'il ne lui appartient pas de définir ce plan d'alerte et d'intervention. Il participera à la réponse de crise mais ne fera qu'appliquer les mesures.

Ainsi le département reste persuadé qu'il n'est pas légitime pour définir un tel plan d'alerte et d'intervention, dont le pilotage et la coordination doivent être assurés par les services de l'État.

Réponse du responsable du projet :

Le PPRi demande aux gestionnaires d'infrastructures de transport d'élaborer dans un délai de trois ans un plan d'alerte et d'intervention. Si le PPRi porte sur le territoire communal, il est tout à fait pertinent que le gestionnaire détermine ce plan à une échelle plus large et cohérente avec le réseau routier dont il a la charge. Le plan ORSEC ne dispense pas les gestionnaires de disposer de tels plans sur leur réseau.

Avis du commissaire enquêteur : La réponse du responsable de projet est claire et ne nécessite pas de complément de point de vue.

AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Etant donné :

- le Code de l'Environnement, en ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-11 (enquête de type environnemental),
- l'arrêté préfectoral des Bouches du Rhône, en date du 14 octobre 2020,
- la consultation écrite des POA et le délai imparti pour leur permettre de formuler leurs observations
- les avis au public par voie de presse et l'accomplissement des formalités d'affichage par la mairie de Berre l'Etang et la Préfecture
- le dossier d'enquête publique réglementairement constitué, portant sur le Projet de modification du Plan de Prévention des Risques d'Inondation - PPRi - par débordement de l'Arc sur la commune de Berre l'Etang, élaboré par la DDTM,
- les observations et requêtes formulées par les administrés, inscrites sur les registres d'enquête papier et dématérialisé ainsi que celle des Personnes et Organismes Associés - POA - dument consultés par voie écrite
- les rendez-vous des administrés et du service municipal de l'urbanisme avec le Commissaire enquêteur lors de ses permanences,
- le procès-verbal de synthèse du commissaire-enquêteur notifié au Responsable de Projet le 18 Février 2022 et la réunion de travail du 23 Février 2022,
- le mémoire en réponse du Responsable de Projet en date du 10 Mars 2022,

L'avis du commissaire enquêteur est :

sur le dossier d'enquête publique :

Le dossier soumis à l'enquête comporte l'ensemble des pièces exigées par la réglementation : il est composé des éléments d'information nécessaires sur la justification des mesures proposées réglementant les constructions et les aménagements.

Documenté notamment en planches cartographiques, il est accessible à la compréhension pour un public non averti, car clairement rédigé.

Il reprend à nouveau un certain nombre d'éléments précédemment présentés à la population dans le cadre de la procédure de concertation.

sur le déroulement de l'enquête publique :

L'enquête s'est déroulée selon les prescriptions réglementaires et l'information du public a été faite dans le respect de la réglementation y compris celles concernant les contraintes sanitaires actuelles.

Le périmètre du PPRi couvrant l'ensemble du territoire communal a permis aux administrés et POA de s'informer complètement la preuve en est du niveau de participation des administrés comme de celui de leur niveau de connaissance.

Sur le projet de modification de PPRI :

Ce PPRI détermine les mesures de prévention à mettre en œuvre dans le cadre du risque inondation, afin de préserver les vies humaines, réduire la vulnérabilité globale des biens et le coût des dommages, faciliter la gestion de crise et le retour à la normale après la crue, en déterminant des règles de constructibilité contraignantes liées à une actualisation des données disponibles mais il s'inscrit également dans un contexte territorial plus large que celui de la commune de BERRE L'ETANG, couvrant l'ensemble du bassin versant de l'Arc et des nombreuses communes qu'il traverse.

De fait, la modification du PPRI par débordement de l'Arc sur la commune de Berre l'Etang répond à un objectif d'intérêt général pour la population et ses biens.

Les prescriptions réglementaires qu'il va imposer permettront de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes, y compris en cas de crue exceptionnelle, mais également d'affiner les prescriptions applicables depuis 2001.

Ainsi étant donnés :

- la qualité globale du dossier soumis à enquête constitué dans le respect des normes en la matière
- la concertation effectuée préalablement
- le besoin d'appréhender le risque inondation et de mettre en place des mesures de protection en tenant compte des évolutions météorologiques et des nouvelles données à disposition
- les observations recueillies compte tenu d'un niveau satisfaisant de participation de la population et autres acteurs concernés
- l'ensemble des points développés au cours de ce rapport


Le Commissaire Enquêteur émet pour la modification du Plan de Prévention des Risques Inondation par débordement de l'Arc sur la commune de Berre l'Etang :

UN AVIS FAVORABLE

avec la recommandation suivante :

- mettre en pratique une application moins stricte du filtre de classement en zone urbaine, notamment en envisageant une sorte de zone tampon à la lisière des espaces urbanisés et sans appliquer deux zonages sur une seule et même parcelle et ne pas contourner le périmètre d'une parcelle lorsque les parcelles limitrophes sont majoritairement dans un zonage différent.

Marseille, le 11 Mars 2022



Katheryne CICONARDI

Diffusion :

La Préfecture des Bouches du Rhône
Le Tribunal Administratif de Marseille

